

Rapport annuel

2019-2020

 Sur une trajectoire ascendante :
agilité, continuité, renforcement

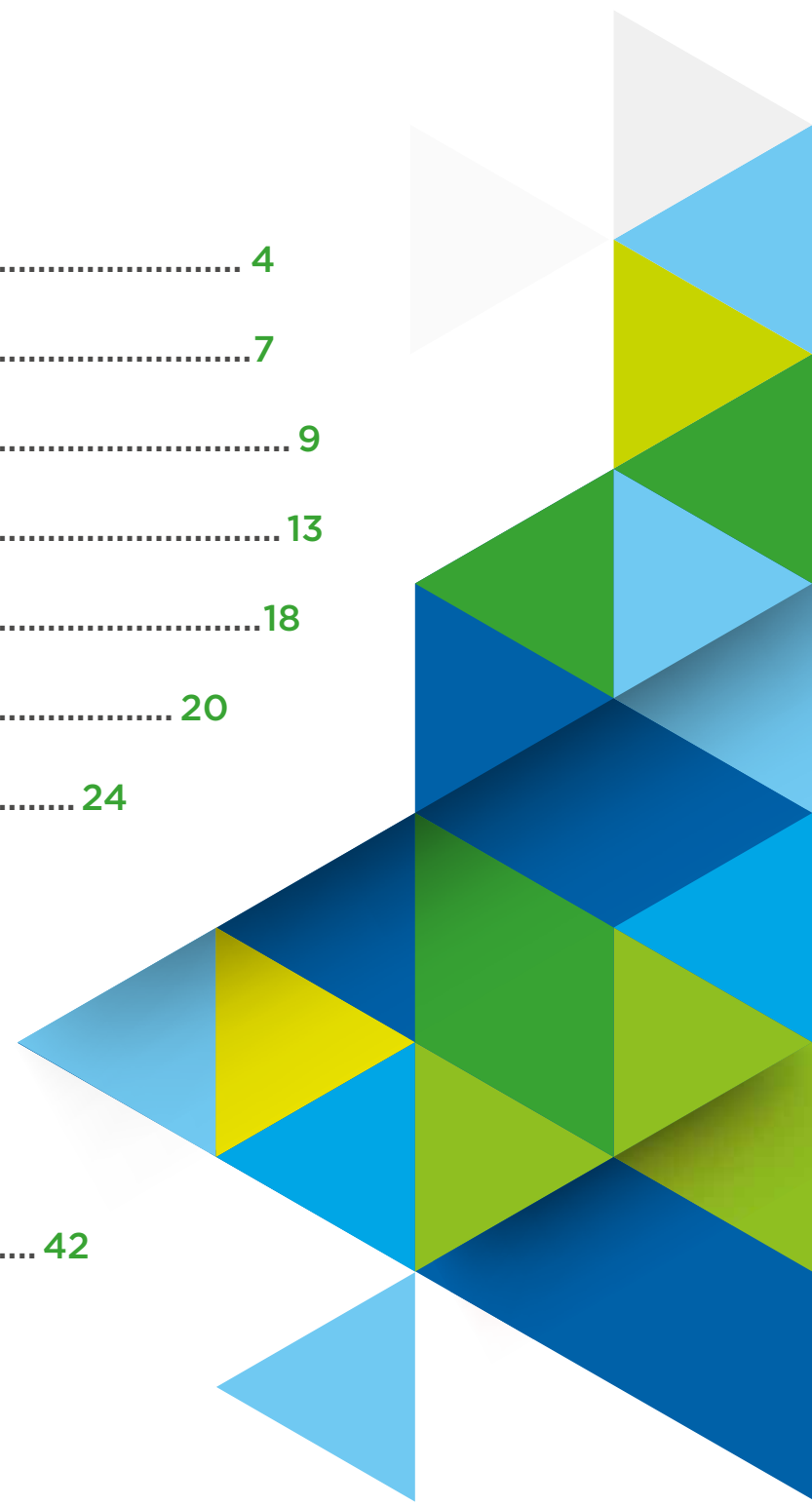


ACUFC

ASSOCIATION DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

Table des matières

Mot de la coprésidence	4
Mot de la présidence-direction générale	7
Conseil d'administration 2019-2020	9
Faits saillants 2019-2020	13
Survol - Bilan et planification stratégique	18
Continuum de l'éducation	20
Promotion de l'ACUFC et de ses membres	24
Recherche sur la francophonie canadienne	26
Formation en santé	29
Justice dans les deux langues officielles	34
Positionnement à l'international	38
Revenus de l'ACUFC en 2019-2020	42





INTRODUCTION



Mot de la coprésidence

Unis autour d'une même vision, voués à la vitalité et à la pérennité de la francophonie canadienne

Dans les annales de l'ACUFC, l'année 2019-2020 restera mémorable : nous avons accueilli l'Université de l'Ontario français (UOF) à titre de membre, un nombre record d'initiatives ont été lancées dans des domaines clés et notre réseau tout entier s'est mobilisé pour aider le Canada à affronter une pandémie mondiale qui se répercutera tout aussi durement sur nos établissements membres que sur la vie étudiante.

Réseau élargi

L'adhésion de l'UOF a élargi, voire renforcé notre réseau. À la table de l'ACUFC siègent désormais 22 collèges et universités francophones ou bilingues implantés dans huit provinces. Si les effets de notre action collective se font sentir, c'est qu'il y a un accroissement considérable de la concertation entre les collèges et les universités de toutes tailles et de toutes régions. C'est aussi qu'il y a une capacité accrue de collaboration dans les différents champs d'action de notre association. Ensemble, en 2019-2020, nous avons travaillé à favoriser un accès accru à une éducation postsecondaire en français de qualité dans les communautés francophones en situation minoritaire.

Année record

Dans le domaine de l'éducation ainsi que dans les secteurs de la formation en petite enfance, en santé et en justice, l'ACUFC et ses établissements membres ont multiplié les actions. Tant et si bien qu'un nombre record d'initiatives ont été lancées en 2019-2020, et ce, grâce à l'appui financier du gouvernement fédéral obtenu par l'ACUFC. Formation professionnelle, conception d'outils de sensibilisation, octroi de bourses d'études favorisant le recrutement d'étudiantes et d'étudiants francophones et francophiles et mise au point de stratégies pour remédier à la pénurie d'enseignants – ce ne sont là que quelques exemples parmi plus d'une douzaine d'initiatives mises en œuvre l'année dernière.

Rôle primordial

Aujourd'hui comme hier, nos établissements membres sont des acteurs clés. Ils contribuent à la complétude institutionnelle et à la vitalité des communautés francophones en situation minoritaire. Ils jouent un rôle primordial dans la formation d'une main-d'œuvre francophone et bilingue au pays, qui va bien au-delà de ce que le nombre d'inscriptions pourrait laisser croire. Comme l'a souligné le Conference Board du Canada en 2018, nos diplômés francophones et bilingues contribuent indéniablement à l'essor économique du Canada.



Sur les scènes nationale et internationale, l'ACUFC appuie ses membres, qui assument fièrement une triple vocation : un mandat éducationnel et de recherche, un engagement ferme en faveur de la vitalité des communautés francophones en situation minoritaire et un rôle de vecteur économique et d'immigration, d'un bout à l'autre du pays. Ces établissements défendent une même vision, même si se dressent à l'horizon des défis encore plus redoutables en raison de la COVID-19, qui menace tous nos secteurs d'activité. Notre association a consacré et continuera de consacrer une part importante de ses ressources au maillage de ses établissements membres ainsi qu'à la représentation de leurs intérêts et de leurs besoins, en lien étroit avec les objectifs que s'est donnés le gouvernement fédéral.

Valeur ajoutée

Dans le paysage canadien apparaissent plusieurs indicateurs de l'influence grandissante de notre association. Il y a l'intérêt médiatique, public et politique que nous réussissons à générer, la participation de leaders à nos événements phares, notre capacité manifeste de réseautage tout comme l'efficacité démontrée de notre travail de représentation auprès des décideurs. De plus, nous bénéficions maintenant de la reconnaissance fédérale de notre rôle pancanadien, puisque le gouvernement du Canada a désigné l'ACUFC comme organisme tiers pour la livraison de deux programmes d'importance dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023.

Depuis la création de l'ACUFC, la valeur ajoutée de celle-ci a été mesurée, en grande partie, par la qualité et la pertinence des choix stratégiques que nous avons effectués à la croisée des chemins, dans les dossiers chauds, en vue d'influencer les instances décisionnelles. En parcourant ce rapport annuel, vous constaterez que notre réseau pancanadien n'a jamais été aussi fort, aussi pertinent ni aussi essentiel, trois attributs qui, en situation d'adversité, font toute la différence.

Bonne lecture!





La coprésidence de l'ACUFC



Pierre-Yves Mocquais

Doyen, Campus Saint-Jean, Université de l'Alberta

L'action de l'ACUFC demeure résolument alignée sur les besoins et sur les intérêts de nos établissements membres et de la francophonie canadienne. Car les établissements d'enseignement postsecondaire jouent un rôle capital en milieu minoritaire en contribuant à la vitalité des communautés francophones par l'offre annuelle de près de 1 200 programmes à quelque 40 000 étudiants, par la recherche de pointe et par la mobilisation des savoirs.



Allister Surette

Recteur et vice-chancelier, Université Sainte-Anne

Nos démarches reposent sur l'excellence, la collaboration et l'engagement, des valeurs qui animent quotidiennement l'ACUFC et qui caractérisent notre impact. Si nous sommes une force d'action pancanadienne, c'est parce que nous misons sur l'excellence dans nos relations de travail et sur le pouvoir de la collaboration pour comprendre, innover et avancer. C'est aussi parce que notre engagement envers la francophonie canadienne constitue la trame de fond de notre raison d'être.





Mot de la présidence-direction générale

Un réseau pancanadien en plein essor

L'année 2019-2020 a été marquée par des moments forts, par des réalisations importantes qui s'appuient sur les acquis des années précédentes et par le lancement d'initiatives prometteuses susceptibles d'entraîner des effets durables.

Moments forts

Il n'y a rien de plus motivant, en dernière année de quinquennat, que de constater que le déploiement soutenu de nos efforts stratégiques a porté des fruits.

D'une part, il y a eu le travail de mobilisation de nos forces vives au sein de notre grand réseau pancanadien – travail plus que nécessaire. Les gouvernements prônent une plus grande collaboration entre les collèges et les universités, tout en misant sur différents modes de livraison de programmes et de services postsecondaires. En consolidant notre réseau, nous avons pu accroître la collaboration entre nos établissements, développer des synergies et ainsi renforcer notre positionnement pancanadien comme partenaire de choix. De plus, portée par cette mobilisation accrue, l'ACUFC s'est affairée à la mise en œuvre d'initiatives structurantes présentant un intérêt certain pour nos établissements membres et la population franco-canadienne.

Nous avons aussi fait le nécessaire pour renforcer nos capacités à influencer l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques au palier fédéral. Communication, concertation, sensibilisation, mobilisation – nous avons investi dans la mise au point et l'application

de toutes ces interventions stratégiques. Ce faisant, l'ACUFC a pu promouvoir et défendre, avec efficacité et succès, les intérêts collectifs de nos établissements membres.

Autre démarche essentielle : l'amorce, au printemps 2019, d'un rigoureux exercice de planification stratégique afin de nous tracer une nouvelle feuille de route pour 2020-2025. Échelonné sur plusieurs mois, l'exercice a comporté une analyse et une réflexion approfondies, nourries par des données probantes et une série de consultations menées auprès de toutes les parties concernées. À la suite de ce processus de délibération, nous avons été heureux de constater que les conditions sont rassemblées pour permettre à l'ACUFC de poursuivre sa trajectoire ascendante.

Réalisations importantes

Dans le cadre des relations gouvernementales, l'ACUFC a tout mis en œuvre pour assurer un positionnement optimal de nos établissements membres dans les initiatives du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023. Nos efforts ont été fructueux. Soulignons les investissements fédéraux dans la formation en français dans les domaines de la santé, de la justice et de la petite enfance, ainsi que les bourses d'études pour anglophones désirant poursuivre leurs études postsecondaires en français. Vous découvrirez dans ce rapport annuel tous les faits saillants découlant de la mise en œuvre d'une stratégie à multiples volets, souple et adaptée au contexte évolutif canadien.





Lancement d'initiatives à effet durable

Au chapitre de la promotion, là aussi, l'ACUFC n'a ménagé aucun effort. La mise en valeur de nos établissements membres et de leur rôle essentiel au sein de la francophonie, au Canada et ailleurs dans le monde, ouvre la porte à de nouvelles possibilités de développement. Comme vous le lirez plus loin, en élargissant nos horizons, nous découvrons de nouvelles occasions d'affaires et des partenariats porteurs d'avenir.

Nous amorçons donc un nouveau quinquennat, guidés par une feuille de route qui nous trace une trajectoire de croissance, propulsés par la force et l'influence d'un réseau pancanadien en plein essor et forts d'une collaboration accrue. Voilà qui promet.

Faisons route ensemble!



Lynn Brouillette
Présidente-directrice générale

Valeur ajoutée de l'ACUFC et de nos établissements membres

- ▶ **NOUS PARTICIPONS** à l'essor économique du Canada et au mieux-être des communautés francophones en situation minoritaire grâce à la formation d'une main-d'œuvre bilingue qualifiée.
- ▶ **NOUS CONTRIBUONS** à la vitalité des communautés francophones en situation minoritaire, un champ de compétence à la fois fédérale et provinciale.
- ▶ **NOUS AIDONS** à faire du Canada un chef de file de l'innovation, grâce à la recherche en français au sein des collèges et des universités et à la recherche portant sur les communautés francophones en situation minoritaire.
- ▶ **NOUS AUGMENTONS** l'offre de formation postsecondaire en français et l'accès à celle-ci afin d'établir un réel continuum de l'éducation en français, essentiel à la vitalité et à la pérennité de la francophonie canadienne.





Conseil d'administration 2019-2020

COPRÉSIDENTS



Pierre-Yves Mocquais

Doyen
Campus Saint-Jean
Université de l'Alberta



Allister Surette

Recteur et vice-chancelier
Université Sainte-Anne

TRÉSORIÈRE



Lise Bourgeois

Présidente-directrice générale
La Cité

SECRÉTAIRE



Sophie Bouffard

Rectrice
Université de Saint-Boniface





ADMINISTRATRICES ET ADMINISTRATEURS



Emmanuel Aito

Directeur

La Cité universitaire francophone
Université de Regina



Maxime Allard

Président

Collège universitaire dominicain



Chantal Beauvais

Rectrice

Université Saint-Paul



Luc Bussièrès

Recteur

Université de Hearst



Jacques Paul Couturier

Recteur et vice-chancelier
par intérim

Université de Moncton



Donald Desroches

Président

Collège de l'Île



Daniel Giroux

Président

Collège Boréal



France Haché

Sous-ministre adjointe, ministère
de l'Éducation postsecondaire,
de la Formation et du Travail du
Nouveau-Brunswick –

Accord du Nouveau-Brunswick
pour le Centre de formation
médicale du Nouveau-Brunswick





ADMINISTRATRICES ET ADMINISTRATEURS



Robert Haché
Recteur et vice-chancelier
Université Laurentienne



Francis Kasongo
Directeur général
Collège Mathieu



Harry James Kowal
Recteur
Collège militaire royal du Canada



Jacques Frémont
Recteur et vice-chancelier
Université d'Ottawa



Yvon Laberge
Directeur général
Collège Éducacentre



Gino LeBlanc
Directeur
Bureau des affaires
francophones et francophiles,
Université Simon Fraser



P. John Meehan, S.J.
Recteur et vice-chancelier
Université de Sudbury





ADMINISTRATRICES ET ADMINISTRATEURS



Ian Roberge
Principal par interim
Collège universitaire Glendon,
Université York



Pierre Zundel
Président-directeur général
Collège communautaire du
Nouveau-Brunswick

PRÉSIDENCE-DIRECTION GÉNÉRALE



Lynn Brouillette
Présidente-directrice générale
ACUFC





**FAITS SAILLANTS
2019-2020**



Actions concertées autour de trois axes

Tout au long de l'année, l'équipe de l'ACUFC a maintenu le cap en menant des actions concertées autour de trois axes : les relations gouvernementales, la promotion de l'association et de nos établissements membres ainsi que le positionnement à l'international.

Auprès des gouvernements, nous avons réussi à obtenir l'appui de décideurs publics. Tant et si bien qu'aujourd'hui, notre association est perçue comme un interlocuteur plus pertinent que jamais au service des communautés francophones en situation minoritaire. D'ailleurs, en 2019-2020, l'ACUFC a accueilli l'Université de l'Ontario français comme 22^e établissement membre, ce qui renforce le réseau dans son ensemble.

Notre notoriété, celle de nos établissements membres incluse, continue de s'étendre dans tout le paysage canadien et à l'international, suscitant l'intérêt autant des étudiantes et des étudiants internationaux que des partenaires mondiaux. Les milliers de manifestations d'intérêt provenant d'ici et d'ailleurs le confirment. Et à l'international, notre présence collective continue à produire des résultats.

L'ACUFC a fait preuve d'une grande agilité tout au long de l'année 2019-2020, qui a été marquée par des événements importants – nouveaux programmes gérés par l'ACUFC, élection d'un gouvernement fédéral minoritaire et pandémie de COVID-19. Les possibilités nous sourient, les partenariats se multiplient et de nouveaux créneaux de marché s'ouvrent à nous.





Relations gouvernementales

Positionnement optimal assuré dans les initiatives du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023

- ▶ **Obtenus** **10 millions \$** pour les cinq nouveaux membres du secteur de la formation en santé en français accueillis l'an dernier au sein du Consortium national de formation en santé (CNFS) : le Collège Éducentre, la Cité universitaire francophone de l'Université de Regina, le Collège Mathieu, le Collège universitaire Glendon de l'Université York et l'Université de Hearst. Le CNFS gère quelque **100 millions \$** sur cinq ans pour assurer la continuité du développement et de la mise en œuvre de projets de formation en santé.
- ▶ **Obtenus** **12,5 millions \$** consacrés à la formation de professionnels de la petite enfance.
- ▶ **Obtenus** **12 millions \$** en bourses destinées aux étudiants anglophones désirant poursuivre leurs études postsecondaires en français.

Lancement d'initiatives pour l'obtention de financement fédéral dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023

- ▶ **Obtenus** **4,3 millions \$** pour la période 2020-2022 pour le financement de projets et de solutions en vue de remédier à la pénurie d'enseignantes et d'enseignants en français langue première (FL1) et en français langue seconde (FLS ou FL2).

Changement systémique dans le secteur de la justice en français

- ▶ **Enclenché** **Processus de modernisation juridique** touchant le droit de la famille et du divorce, tel que préconisé par le Réseau national de formation en justice (RNFJ), pour favoriser un accès équitable à la justice en français.
- ▶ **Contribué** À l'obtention d'un nouvel investissement fédéral de **21,6 millions \$** pour appuyer l'accès à la justice en matière de divorce et de droit de la famille dans la langue officielle de son choix.
- ▶ **Terminée** **Étude démographique** qui brosse un portrait précis des professionnels de la justice utilisant le français au travail pour ainsi cerner les besoins et les carences en matière de formation.

Étapes franchies vers l'élaboration d'une politique publique pour mieux appuyer l'éducation postsecondaire en français

- ▶ **Déposée** **Analyse des comptes publics** et des investissements fédéraux dans les établissements postsecondaires et dépôt du rapport en mars 2020.
- ▶ **En cours** **Élaboration d'un énoncé** de politique publique et d'un argumentaire pour présentation au gouvernement fédéral.





Promotion de l'ACUFC et de ses membres

Réseautage stratégique pour la mise en valeur et le positionnement des établissements postsecondaires et de l'éducation postsecondaire en français

- ▶ **Réalisées** Près d'une **centaine de rencontres de haut niveau** ainsi que d'activités de sensibilisation, de communication et de mobilisation, auprès de parlementaires, de bailleurs de fonds et d'organismes chefs de file.
- ▶ **Réussie** **Présence accrue sur la scène internationale** aux fins de recrutement d'étudiantes et d'étudiants internationaux et d'exploration de partenariats et de créneaux de marché au Mexique, en France et aux États-Unis.
- ▶ **Accomplie** Analyse du **projet pilote de campagne numérique** mené par ÉduCanada, en collaboration avec l'ACUFC, pour la promotion des programmes d'études offerts en français – plus de 11 000 manifestations d'intérêt reçues d'Europe et d'Afrique du Nord.

Formation en santé

Renforcement et synergie des actions concertées au Consortium national de formation en santé (CNFS)

- ▶ **2019-2020** Collaboration, formation et évaluation **au cœur des actions** du CNFS en croissance.
- ▶ **Croissance** Dossier de la formation en santé en français désormais porté par l'effort collectif et concerté de **16 établissements membres**, avec l'appui de 3 partenaires régionaux.
- ▶ **En continu** **Accomplissement de la vision-mission du CNFS**, centrée sur l'augmentation de l'offre de formation en santé en français et l'amélioration de l'accès aux services de santé et aux services sociaux en français dans les communautés francophones en situation minoritaire, et ancrée dans un projet collectif comptant une trentaine de collaborations.





Formation en justice

Avancée pour la justice en français avec le RNFJ et ses membres

- ▶ **2019-2020** Continuation du travail de fond visant à stimuler le **changement systémique** dans le secteur de la justice. En particulier, suivi continu et rigoureux de l'évolution de l'initiative entourant la *Loi sur le divorce*, un domaine ayant fait l'objet d'un important investissement de fonds fédéraux.
- ▶ **Rappel** En 2018, adoption par le Parlement du Canada d'un amendement en vue de modifier cette loi afin d'assurer le **respect des droits linguistiques** des minorités francophones au pays.

Résultat des travaux soutenus menés par le RNFJ et certains de ses membres, dont la Fédération des associations de juristes d'expression française de common law.
- ▶ **À prévoir** Années à venir chargées de défis et d'occasions nouvelles pour le RNFJ et ses membres, à la suite de l'entrée en vigueur de cet amendement, qui entrainera d'importants changements relativement à la **formation et aux outils nécessaires** à sa mise en œuvre.

Positionnement à l'international

Exploration, développement et renforcement d'échanges stratégiques et de partenariats porteurs au sein de la francophonie mondiale

- ▶ **Renforcement** **Stratégie d'expansion internationale** en vue d'aller au-delà du recrutement, et ce, en lien avec la nouvelle stratégie 2019-2024 du gouvernement canadien en matière d'éducation internationale. Principales initiatives :
 - engagement dans le programme Opportunités mondiales pour les associations (OMA);
 - mise en œuvre de partenariat conclus à l'étranger et développement de collaborations éventuelles.
- ▶ **En cours** **Projet de recherche financé** par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) en vue de connaître les infrastructures de services accessibles aux étudiantes et aux étudiants internationaux. Principaux volets :
 - sondage auprès de 5 000 étudiantes et étudiants internationaux et de 1 200 diplômés;
 - tenue de groupes de discussion dans six régions, notamment avec la participation des Réseaux en immigration francophone (RIF);
 - achèvement de l'étude à l'été 2020.





**Bilan 2015-2020
et planification
stratégique
2020-2025**

Bilan : indicateurs de rendement 2015-2020

- ✓ L'ACUFC exerce aujourd'hui une influence dont le degré correspond à l'**ampleur croissante** de son réseau pancanadien.
- ✓ Cette **influence** se fait sentir sur l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques en matière de formation postsecondaire et de vitalité en milieu minoritaire.
- ✓ Le niveau de ressources financières fédérales investies témoigne de son **pouvoir de sensibilisation, de promotion et de mobilisation** auprès des instances décisionnelles.
- ✓ Le train de mesures et de démarches entreprises annuellement en vue de renforcer et de compléter le continuum de l'éducation, tout en contribuant à l'essor des communautés francophones et du Canada tout entier, atteste des **capacités de l'ACUFC**.

Tendances, enjeux et défis, d'hier à aujourd'hui

Les avancées se multiplient, tout comme les enjeux et les défis, et des tendances se dessinent, en région, en milieu minoritaire et dans tout le paysage canadien :

- ▶ l'**égalité d'accès** aux études postsecondaires en français pour les finissants et les finissantes des écoles secondaires de langue française;
- ▶ la diversification des besoins des clientèles en provenance du Canada et de l'international;
- ▶ le **caractère de plus en plus directif** des gouvernements en matière de financement de programmes et l'impact différentiel de leurs politiques sur les établissements d'enseignement postsecondaire desservant les milieux minoritaires francophones.

Regard sur l'avenir 2020-2025

- 1 **Axe stratégique** Promotion et défense des intérêts collectifs des membres par le renforcement continu de nos capacités à influencer la mise en œuvre de politiques publiques.
 - 2 **Axe stratégique** Renforcement et accroissement continu de la collaboration pour l'avancement d'initiatives structurantes d'intérêt pour nos établissements membres.
- ▶ **Résultat visé** Un organisme national pertinent, performant et rigoureux, qui contribue pleinement à l'essor de ses membres et des communautés desservies.



**Continuum
de l'éducation
en français**



Accroître l'accès à l'enseignement postsecondaire en français

Accroître l'accès à l'enseignement postsecondaire en français pour établir un réel continuum de l'éducation en français, de la petite enfance au postsecondaire, fait partie de l'ADN de l'ACUFC et de ses établissements membres. Les avancées se succèdent et nous continuons à bâtir sur les acquis d'une année à l'autre. Ainsi, en 2019-2020, un travail colossal a été accompli en formation en petite enfance, certes, mais également dans d'autres secteurs d'importance.

Projet Formation et renforcement des capacités des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance



La pénurie d'éducatrices et d'éducateurs formés en petite enfance et œuvrant dans les communautés francophones en

situation minoritaire (CFSM) est un véritable enjeu. Le tout premier portrait national qu'a fait dresser l'ACUFC en 2019 le confirme de manière irréfutable : une pénurie de professionnels francophones et des défis quant à l'accès à la formation initiale et continue en français existent partout au pays.

- ▶ Les ententes ont été conclues avec des établissements postsecondaires et des organismes de service pour la mise en œuvre de 24 initiatives dont le financement total est de 8 millions de dollars.

Les objectifs visés par ces projets sont d'élaborer des formations adaptées aux besoins des CFSM et d'assurer, grâce à la formation initiale et continue et à l'identification des meilleures pratiques, le recrutement et le maintien en poste des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance dans les CFSM.

- ▶ Un continuum complet de l'éducation en français, de la petite enfance au postsecondaire, est essentiel afin d'assurer la vitalité et la pérennité de la francophonie canadienne. L'ACUFC et ses partenaires pancanadiens — la Commission nationale des parents francophones, la Fédération nationale des conseils scolaires francophones, le Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada et la Société Santé en français, tous signataires d'une entente de gestion nationale — continueront d'agir de façon concertée pour en faire une réalité.
- ▶ Le financement de la vaste étude pancanadienne réalisée l'an dernier et des diverses initiatives entreprises dans le cadre du projet Formation et renforcement des capacités des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance provient du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023. Cet appui financier est accordé par l'entremise d'Emploi et Développement social Canada.





Portrait national complet en **5 volets** de la formation en petite enfance dans les communautés francophones en situation minoritaire

- Rapport 1** ▶ État des lieux dans les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM)
- Rapport 2** ▶ Normes de formation dans les CFSM
- Rapport 3** ▶ Inventaire et bonnes pratiques en matière de formation initiale et continue dans les CFSM
- Rapport 4** ▶ Inventaire et bonnes pratiques en matière de formation en construction identitaire dans les CFSM
- Rapport 5** ▶ Bonnes pratiques de recrutement et de rétention de la main-d'œuvre au sein des services de garde dans les CFSM

acufc.ca/petiteenfance

Dans ce dossier, comme pour d'autres enjeux cruciaux, l'ACUFC privilégie une approche à long terme. Déjà, tout en vaquant aux activités actuelles de mise en œuvre du projet, nous avons entamé des démarches pour renforcer et renouveler ce programme dans le cadre du Plan d'action sur les langues officielles 2023-2028. Il en va de l'avenir de la francophonie canadienne.

Pénurie de personnel enseignant

Avec la collaboration et l'expertise de chefs de file tels que l'ACUFC, le gouvernement fédéral cherche à remédier à la pénurie d'enseignantes et d'enseignants dans les écoles des milieux minoritaires francophones et dans les programmes d'immersion et de français langue seconde.

La priorité de financement est accordée aux projets menant à une meilleure compréhension des causes de cette pénurie ainsi qu'aux stratégies de recrutement et de maintien en poste adaptées au contexte minoritaire. À ce chapitre, le Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023 prévoit deux fonds de 31 millions de dollars chacun.

Lorsque Patrimoine canadien a lancé un appel de propositions au printemps 2019, l'ACUFC et ses établissements membres se sont aussitôt mobilisés pour y répondre. Notre mission à ce chapitre : d'une part, bien positionner les facultés d'éducation qui contribuent à la recherche de solutions et, d'autre part, coordonner le déploiement des stratégies afférentes à cette initiative à l'échelle provinciale et pancanadienne.

Pénurie d'enseignantes et d'enseignants francophones – financement de 4,3 millions de dollars octroyé à l'ACUFC pour la période 2020-2022

Cette initiative contribuera au recrutement, au Canada et à l'étranger, et au maintien en poste des meilleurs candidats pour l'enseignement en français langue première (FL1) et en français langue seconde (FLS). Elle permettra également à l'ACUFC de développer une vision stratégique et des actions concrètes favorisant l'atteinte des objectifs démographiques du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023 du gouvernement canadien, soit de faire passer le taux national de bilinguisme de 17,9 % à 20 % d'ici 2036.





Programme de bourses d'études postsecondaires en français langue seconde (FLS)



Rappelons que dans le cadre de son Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023, le gouvernement canadien investit 12 millions de dollars dans un programme de bourses en vue d'inciter les diplômés de langue anglaise à poursuivre leurs études postsecondaires en français. L'ACUFC a obtenu le mandat de gérer l'ensemble de ce programme. En 2019-2020, 850 bourses annuelles de trois mille dollars chacune ont été offertes pour faciliter le recrutement de la cohorte de 2020 au sein des 25 établissements postsecondaires canadiens – collèges, universités et facultés universitaires – qui participent à ce programme.

L'importance stratégique de ce programme ne fait aucun doute, car des études ont démontré que l'enseignement approfondi en langue seconde dans le cadre d'un programme de formation postsecondaire a une incidence positive à long terme sur le bilinguisme.

Plus les jeunes sont exposés à la langue seconde, plus leur taux de bilinguisme est élevé. Une vidéo donnant un [survol du Programme de bourses d'études postsecondaires en FLS](#) de même que deux vidéos expliquant les avantages [économiques](#) et [culturels](#) du bilinguisme ont été créées dans le but de promouvoir ce programme.

Célébration du leadership et de l'engagement jeunesse

À l'été 2019, l'ACUFC et la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF) ont uni leurs voix pour rendre hommage à cinq jeunes en leur décernant une bourse Jeunes engagés.

Provenant de l'Alberta, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick, ces jeunes ont laissé leur marque sur la francophonie canadienne en s'engageant de façon remarquable à l'école, sur le campus et au sein de leurs communautés.

Les bourses d'études Jeunes engagés, de deux mille dollars chacune, permettent de valoriser la contribution citoyenne de jeunes étudiantes et étudiants, tout en encourageant ces derniers à poursuivre leurs études postsecondaires en français.

acufc.ca





**Promotion de
l'ACUFC et de
ses membres**



La représentation politique et la promotion sont des tâches indissociables. Dans le premier cas, nous visons à sensibiliser, à mobiliser et à persuader; dans le second cas, nous nous efforçons de repérer toutes les occasions et d'en tirer parti pour mettre en valeur nos établissements membres, leur rôle essentiel et leur contribution à la vitalité des communautés francophones en situation minoritaire.

L'année 2019-2020 a été ponctuée d'événements marquants : l'obtention de financement accru au printemps 2019, la tenue d'élections fédérales à l'automne 2019 et une pandémie mondiale de COVID-19 en mars 2020. Au cours de cette année, nous avons participé à près d'une centaine de rencontres stratégiques, d'événements phares et d'activités de réseautage. Chacune de ces occasions a servi de courroie de transmission à nos messages de sensibilisation, de mobilisation et de mise en valeur de nos forces vives.

De part et d'autre, nous avons multiplié les prises de contact et les interactions, tant avec les élus et les bailleurs de fonds dans les enceintes politiques qu'avec les chefs de file et les acteurs de la francophonie canadienne. Nous avons également conjugué nos efforts à l'étranger, dans des pays qui regorgent de milliers d'étudiants postsecondaires éventuels, particulièrement en France et aux États-Unis.

► Rencontres politiques

Dans le cadre des dernières élections fédérales, le positionnement stratégique de l'ACUFC nous a permis d'influencer les partis politiques fédéraux.

Au cœur de notre message clé repose une affirmation incontestable : la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire est à la fois un champ de compétence fédérale et un champ de compétence provinciale.

Ainsi, nous avons encouragé la mise en œuvre par le gouvernement fédéral de mesures concrètes pour appuyer nos établissements membres, sans que cela ne porte atteinte aux compétences provinciales en matière d'éducation.

Diverses réunions ont aussi été organisées avec des parlementaires de différents partis et plusieurs échanges ont eu lieu avec des membres siégeant à des comités d'importance stratégique. Nous continuons à entretenir une collaboration étroite avec le gouvernement fédéral, particulièrement avec les ministères directement concernés par nos dossiers et par les enjeux de la francophonie canadienne.

► Promotion avec impact

L'ACUFC a signé des ententes de visibilité avec des organismes provinciaux et nationaux œuvrant dans le domaine de l'immersion et du français langue seconde (FLS). Nous visons ainsi à faire la promotion du Programme de bourses d'études postsecondaires en FLS auprès de leurs clientèles cibles à partir du printemps 2020.

De plus, notre impact s'est fait sentir davantage dans le monde grâce à la réussite de notre toute première campagne de promotion réalisée conjointement avec Affaires mondiales Canada (AMC). Plus de 4 000 clients éventuels ont ainsi été joints individuellement en France, en Belgique, au Maroc, en Tunisie, en Côte d'Ivoire et au Sénégal par l'intermédiaire des médias sociaux les plus populaires! Si les intéressés se sont manifestés en aussi grand nombre (11 000 personnes ont démontré un intérêt), c'est que notre invitation à étudier et à immigrer au Canada a réussi à faire vibrer leur corde sensible. Nous poursuivons nos efforts de promotion dans une direction qui promet.





**Recherche sur
la francophonie
canadienne**



Depuis plus d'une décennie, l'ACUFC investit dans la recherche en français et sur la francophonie canadienne. Le temps et les ressources qui y ont été consacrés l'an dernier ont permis de maximiser l'impact de ce domaine essentiel.

Ainsi, nous avons contribué à l'édification d'un environnement de plus en plus propice au développement de la recherche, au renforcement de la capacité de recherche et au soutien d'équipes de recherche en français. En plus de créer des partenariats communautaires et interinstitutionnels dans une vision de recherche ancrée dans nos communautés et contribuant à leur vitalité, s'ajoute notre engagement continu à diffuser, aussi largement que possible, les avancées de cette recherche et la découverte de nouvelles connaissances.

À noter que ce domaine de première importance est inscrit à notre carnet de priorités à long terme. En effet, nous visons à faire de la recherche un dossier d'envergure dans nos démarches auprès du gouvernement fédéral afin de renforcer la capacité de l'ACUFC et de ses membres dans ce domaine.

► **Collaboration RRF – ACUFC – Observatoire Nord/Sud de la CRÉAct – SA de Clare**

L'ACUFC soutient le Réseau de la recherche sur la francophonie canadienne (RRF) et participe à ses activités. En octobre 2019, le colloque de réflexion et d'échange intitulé Les médias francophones sous toutes leurs coutures : rôles, défis, occasions dans un environnement en changement a pris l'affiche.

L'évènement scientifique et communautaire tenu à l'Université Sainte-Anne était une initiative du RRF, appuyée par l'ACUFC et coordonnée par l'Observatoire Nord/Sud, un centre rattaché à la Chaire de recherche du Canada en études acadiennes et transnationales (CRÉAct), et par la Société acadienne de Clare, un organisme membre de la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE). L'évènement a connu un taux de participation inégalé, avec près d'une centaine de chercheurs, d'étudiants et de membres communautaires. Entre autres moments forts, soulignons le forum sur l'avenir des médias francophones et l'atelier de journalisme citoyen, organisés avec l'Association de la presse francophone, l'Acadie Nouvelle et le Courrier de la Nouvelle-Écosse.

► **Collaborations Acfas – ACUFC**

L'ACUFC collabore régulièrement avec l'Acfas, le réseau francophone privilégié par la communauté scientifique, qui compte 3 200 membres actifs.

Notre participation au projet de l'Acfas, Un réseau fort pour la communauté scientifique francophone, de 2018 à 2020, est une initiative parmi plusieurs. Ce projet vise à produire une étude qualitative et quantitative sur la réalité des chercheuses et des chercheurs travaillant en contexte minoritaire francophone au Canada. Il y a aussi notre rôle à titre de membre du Comité de la recherche francophone de l'Acfas, qui réunit d'importants acteurs, notamment Universités Canada, l'Agence universitaire de la Francophonie et la Commission canadienne pour l'UNESCO.

Soulignons également qu'au printemps 2019, nous avons pris part au congrès annuel de l'Acfas.





Il s'agit là du plus important rassemblement multidisciplinaire du savoir et de la recherche de la francophonie, qui réunit des milliers de chercheurs et d'utilisateurs de la recherche d'une trentaine de pays. À cette occasion, l'ACUFC a notamment participé au colloque intitulé La francophonie canadienne et l'avancement des sciences : un état des lieux et a cofinancé la principale activité de réseautage.

Puis, à l'automne, nous avons organisé conjointement le Bar des sciences spécial élections fédérales 2019. À cette occasion, cinq porte-paroles des différentes formations politiques ont abordé sans détour leurs programmes respectifs en matière de sciences, de recherche et d'innovation. Ils ont également discuté des enjeux plus spécifiques liés à la variable linguistique et à la nécessité de tenir une enquête post-recensement sur les communautés de langue officielle en situation minoritaire à la suite du recensement de 2021.

► **Collaboration IRSC – Statistique Canada – CIQSS – CNFS-volet recherche**

En collaboration avec les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), Statistique Canada et le Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales (CIQSS), nous avons organisé le colloque Développer les connaissances et les compétences en recherche en santé pour mieux tirer profit des données massives : l'intelligence artificielle est-elle la solution? L'évènement a permis d'aborder à la fois le développement des connaissances et des compétences en recherche en santé pour mieux tirer profit des données massives ainsi que l'apport de l'intelligence artificielle dans ce nouvel environnement. Membres du public, chercheurs et étudiants ont été sensibilisés aux enjeux entourant les données en santé.





**Consortium
national de
formation
en santé**





Le CNFS est une initiative financée par Santé Canada dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles – 2018-2023 : Investir dans notre avenir. Les opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement celles de Santé Canada.

Cette année, le CNFS a agi en se fondant sur la collaboration et l'innovation pour continuer à accomplir sa mission collective : la mise en œuvre d'un réseau postsecondaire élargi de formation et de recherche en santé en français. Ainsi, nos travaux ont permis d'appuyer, d'une part, les établissements d'enseignement postsecondaire qui offrent de la formation en santé et, d'autre part, les chercheurs dont les recherches traitent de la santé des communautés francophones en situation minoritaire.

Tout au long de 2019-2020, nos activités se sont inscrites dans le cadre de la mise en œuvre du [Programme pour les langues officielles en santé \(PLOS\)](#) de Santé Canada.



Comme en témoigne ce rapport annuel, nous avons réussi, de part et d'autre, à multiplier le nombre de professionnels de la santé disponibles pour répondre aux besoins des francophones. De plus, nous avons développé chez ces derniers le réflexe de l'offre active dans la prestation de services en français. Enfin, nous avons pu explorer d'autres avenues et approfondir nos expertises pour transmettre de nouveaux savoirs qui contribuent à l'avancement de la santé en français en milieu minoritaire, partout au Canada.

► **Offre active : concept clé s'intégrant dans tous les programmes soutenus par le CNFS**

En matière de formation en santé, l'offre active est un élément d'importance fondamentale.

Ainsi, différentes activités menées par le secrétariat national du CNFS ont contribué à maintenir les outils existants pour la formation sur l'offre active. De plus, elles ont permis de réfléchir au renouvellement de ce concept clé afin de continuer à bien répondre aux réalités évolutives de la clientèle étudiante, des établissements de formation et des services de santé. Pour ce faire, nous avons entamé une révision en profondeur de la [« Boîte à outils sur l'offre active »](#), une ressource essentielle.

Nous avons appuyé La Cité universitaire francophone de l'Université de Regina dans la tenue d'un colloque sur l'offre active. L'évènement a réuni plus de 80 personnes issues du domaine de la recherche, des établissements de santé et de services sociaux, de la communauté, des établissements d'enseignement membres et des organismes partenaires du CNFS.





En plus d'avoir suscité la réflexion sur le plan de la recherche et de la formation, le colloque a permis à l'assistance de repenser l'intégration du concept de l'offre active dans le cadre des programmes de formation, dans une perspective de sécurité du patient.

Nous avons également lancé l'étude intitulée L'impact des stagiaires ayant bénéficié d'un appui financier du CNFS sur l'offre active de services de santé en français dans les communautés francophones en situation minoritaire. Celle-ci a pour but de proposer un processus normalisé ainsi que des outils pour la collecte et la compilation des données permettant de documenter cet impact. Le rapport final est attendu au printemps 2020.

► **Des Bourses nationales d'excellence aux Prix du CNFS : la reconnaissance annuelle du leadership étudiant en matière d'offre active**

En juin 2019, le CNFS a remis des Bourses nationales d'excellence à onze jeunes lauréates et lauréats engagés dans l'offre de services en français. Le CNFS a également actualisé ce programme de bourses pour dorénavant décerner les Prix du CNFS. Ces prix récompensent le leadership des futurs professionnels de la santé en matière d'offre active ainsi que leur engagement à poursuivre leur cheminement professionnel en santé en français.

► **Mesure du rendement au CNFS : une pratique exemplaire exportable**

La mesure du rendement a toujours constitué une composante essentielle du travail du CNFS, que ce soit aux fins de

planification ou d'évaluation. Le secrétariat national du CNFS a ainsi développé une expertise dans l'utilisation des outils de collecte de données et de reddition de comptes qu'il a largement partagée en cours d'année.

En plus d'avoir rédigé un guide sur la mesure du rendement et d'avoir offert plusieurs séances de formation sur le sujet au profit des membres et des partenaires régionaux, nous avons présenté nos outils de reddition de comptes et de collecte de données à différents secteurs de l'ACUFC – continuum de l'éducation, relations internationales et justice en français. De plus, nous avons contribué à l'élaboration des contenus de l'évaluation du colloque sur l'offre active de services sociaux et de santé en français tenu dans l'Ouest canadien.

La mesure du rendement au CNFS et, par extension, nos outils sont devenus un modèle exportable. Tant et si bien que le Bureau d'appui aux communautés de langue officielle (BACLO) de Santé Canada reconnaît le CNFS comme l'un des bénéficiaires de son programme dont la qualité et le contenu des données fournies dans le cadre de sa reddition de comptes vont au-delà des exigences gouvernementales.

► **Base de données sur les diplômés**

Une base de données destinée à centraliser toutes les données recueillies par les sondages de suivi auprès des diplômés a été créée. Cet important travail amorcé au printemps 2019 donne au CNFS un instrument fiable pour le traitement des données. Cette base de données sera mise à jour régulièrement, et ce, jusqu'à la conclusion de la phase de financement en cours.





Rappelons que l'année 2018-2019 a permis de roder les outils qui ont servi non seulement à alimenter cette base de données, mais aussi à documenter les indicateurs utilisés dans le cadre du plan de mesure du rendement de Santé Canada ainsi que des autres rapports destinés aux instances de l'ACUFC. L'année 2019-2020 a été une phase de consolidation du processus et des outils de collecte et de traitement de ces données.

Chiffres à retenir

- ▶ **96 % des diplômés** ont déclaré avoir acquis les connaissances et les compétences nécessaires pour travailler dans les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM);
- ▶ **88 % des diplômés** ont affirmé occuper un emploi dans le domaine de la santé au sein d'une CFSM;
- ▶ **96 % des diplômés** ont dit offrir des services en français dans le cadre de leur emploi.

Source : sondage CNFS 2019-2020

▶ Diffusion des recherches en santé financées par le CNFS

Un certain nombre de projets financés par le Fonds national de recherche du CNFS ont connu un rayonnement médiatique en 2019-2020. Soulignons, à titre d'exemple, le projet de recherche de Léonie Mvumbi Mambu, professeure à La Cité universitaire francophone de l'Université de Regina, portant sur les besoins

en soins à domicile des Fransaskois. Un autre exemple notable est celui de Danielle de Moissac, professeure à l'Université de Saint-Boniface. Sa recherche portant sur la santé mentale des étudiants en milieu postsecondaire en situation minoritaire a fourni de précieux indices et des pistes intéressantes.

Notons aussi le projet de recherche de Sarah Pakzad, professeure à l'Université de Moncton, financé dans le cadre du Fonds national de recherche 2019-2021 du CNFS. Ce projet, portant sur l'intégration et l'évaluation d'un modèle évaluant les capacités neurocognitives d'ainés francophones en milieu minoritaire à risque de développer la démence, a été inclus dans le rapport annuel sur la stratégie nationale sur la démence présenté au Parlement en 2020 par l'Agence de la santé publique du Canada. D'autres produits de connaissance issus du travail du CNFS se retrouveront aussi dans ce rapport. Mentionnons l'atelier en ligne « Découvrir les troubles neurocognitifs afin d'optimiser mes interventions », le microsite « Atteintes et pathologies » de l'Université d'Ottawa ainsi que l'École d'été sur la santé et le vieillissement du Collège universitaire Glendon de l'Université York, qui se tiendra à l'automne 2020.

Le CNFS a également poursuivi ses actions de valorisation de la recherche et de développement de la diffusion des connaissances en santé à l'endroit des communautés francophones en situation minoritaire. Citons, par exemple, notre participation au panel sur la mobilisation des connaissances lors du colloque du Groupe de recherche sur la formation et les pratiques en santé et service social en contexte francophone minoritaire (GReFoPS). L'évènement s'est tenu dans le cadre du 87^e congrès de l'Acfas.





Ajoutons que le CNFS a aussi contribué au dossier sur la recherche en français publié dans le Magazine Acfas. Consacrée à la recherche dans tous les domaines du savoir, cette publication en ligne fait pleins feux sur les enjeux de la connaissance. Des milliers de chercheurs, d'étudiants-chercheurs et de lecteurs-contributeurs, d'ici et d'ailleurs dans le monde, y puisent un contenu révélateur et enrichissant.

Plusieurs activités de diffusion de la recherche ont aussi reçu notre appui, comme par exemple la publication du livre pour enfants *Les émotions : comment mieux les comprendre*. Réalisé par des chercheurs de l'Université Laurentienne en collaboration avec l'Université de Moncton et l'Université TÉLUQ, cet ouvrage a reçu un accueil fort enthousiaste, dans les écoles notamment, en plus d'être récompensé à l'occasion de la Semaine de la recherche de l'Université Laurentienne. Il a aussi été diffusé partout au Canada avec l'appui de nos coordonnatrices, de nos coordonnateurs et de nos partenaires régionaux.

► **Développement et impact de la recherche en santé pour mieux servir les communautés**

Au cours de la dernière année, le secrétariat national du CNFS a mis un accent particulier sur la recherche dans les collèges membres du consortium.

Deux études ont été réalisées. L'une visait à comprendre la situation de la recherche en santé dans les collèges des communautés francophones en situation minoritaire. L'autre portait sur la mise en œuvre d'un programme de financement de la recherche en santé adapté à la réalité des collèges. Les constats et les recommandations en la matière feront l'objet de suivis au cours de la prochaine année.

Les autres études menées par le secrétariat national du CNFS en 2019-2020 ont eu pour objectif d'évaluer précisément l'impact de la recherche en santé et de mettre en place un mécanisme durable pour l'évaluation des retombées de la recherche financée par le CNFS. Les données découlant de ces études viendront éclairer les efforts de développement du CNFS et nourrir notre processus décisionnel afin de toujours mieux servir les communautés francophones en situation minoritaire.

► **Diffusion des nouvelles et des réussites à l'ère numérique**

À la fin de l'année 2019, le secrétariat national du CNFS a lancé un nouveau bulletin bimensuel. Cet outil de communication numérique nous permet de diffuser les nouvelles et les événements en matière de santé et de recherche de nos établissements membres et de nos partenaires régionaux. Ainsi, le CNFS élargit la capacité de diffusion des connaissances au sein du regroupement pancanadien, en plus de faire rayonner les réussites et les avancées qui ont un impact durable au sein des communautés francophones en situation minoritaire.

► **CNFS.net**





**Justice dans les
deux langues
officielles**



Les initiatives du RNFJ sont rendues possibles grâce à l'appui financier du ministère de la Justice du Canada, dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023 : Investir dans notre avenir.

L'ACUFC appuie le Réseau national de formation en justice (RNFJ) et ses 16 membres. L'accès égal à la justice dans les deux langues officielles au Canada, voilà le but ultime visé par le RNFJ depuis sa création, avec le plein appui de l'ACUFC. Au cours de la dernière année, le RNFJ a travaillé à accroître la capacité du système de justice à offrir des services dans les deux langues officielles. Ce travail exige le déploiement d'efforts considérables sous trois principaux volets d'intervention. Ainsi, le RNFJ a notamment :

- ✓ informé le gouvernement fédéral sur les besoins en matière de formation linguistique des intervenants provinciaux du système judiciaire, tout en encourageant la mise en œuvre de mesures collaboratives entre les membres du RNFJ;

- ✓ appuyé les initiatives de formation et de développement d'outils juridiques et jurilinguistiques nécessaires à l'offre de services juridiques en français ainsi qu'à l'enseignement dans les programmes postsecondaires de droit et de justice;
- ✓ ciblé les instances décisionnelles appropriées dans son travail de sensibilisation pour transmettre des messages axés sur la nécessité de favoriser le changement systémique.

► Investissement fédéral dans la justice dans les deux langues officielles

Le Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles a bénéficié d'un investissement supplémentaire de 10 millions de dollars sur cinq ans, soit une augmentation de 20 %, dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023. De plus, dans son dernier budget, le gouvernement fédéral a annoncé que 21,6 millions de dollars sur cinq ans seraient consacrés au divorce et au droit de la famille dans la langue officielle de son choix. Le travail de sensibilisation mené par le RNFJ et ses membres a contribué à atteindre ce résultat; celui-ci ouvre la voie à d'autres avancées déterminantes dans les années à venir.

De plus, le RNFJ a obtenu une contribution du ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique du Canada (ISDC) pour effectuer une étude de besoins en technologie. Cette étude trouvera toute sa pertinence dans le fait que les données probantes recueillies serviront à améliorer, grâce aux nouvelles technologies, l'accès aux formations et aux outils offerts en français par les membres du RNFJ.





Lorsqu'il est question de justice, le droit de s'exprimer et de se faire comprendre dans la langue officielle de son choix est crucial pour le justiciable.

► **Avancée majeure vers un accès égal aux procédures de divorce dans la langue officielle de son choix partout au Canada**

La sanction royale du projet de loi C-78, le 21 juin 2019, marque une avancée majeure vers un accès égal aux procédures de divorce dans la langue officielle de son choix partout au Canada. En effet, ce projet de loi apporte des modifications nécessaires à la *Loi sur le divorce* et harmonise les lois fédérales en matière de droit de la famille.

Cette loi modificatrice signale un tournant décisif vers le type de changement systémique que prônent sans relâche le RNFJ et ses membres en matière d'accès à la justice. Les Canadiennes et les Canadiens devraient désormais avoir accès aux procédures de divorce dans la langue officielle de leur choix, et ce, partout au pays. Dans l'une ou l'autre des deux langues officielles, toute personne aura donc le droit de déposer des actes de procédure, de témoigner ou encore d'exposer des prétentions dans le cadre d'une procédure de divorce.

De plus, les formulaires de tribunaux relatifs aux instances de divorce devraient être disponibles dans les deux langues officielles.

Toute personne aura droit à un procès dans la langue de son choix, incluant un juge bilingue ou, à tout le moins, capable de s'exprimer dans l'une des deux langues officielles choisie par les parties engagées dans un litige.

Le RNFJ et l'ACUFC reconnaissent d'emblée le leadership remarquable exercé dans ce dossier par la Fédération des associations de juristes d'expression française de common law (FAJEF). L'obtention d'un tel résultat démontre bien l'importance du travail accompli collectivement par les membres des réseaux de la francophonie canadienne.

Même si beaucoup de progrès ont été accomplis, le changement dans ce domaine ne fait que commencer. Nos travaux se poursuivent donc avec ardeur, car l'accès égal à la justice dans les deux langues officielles doit demeurer une priorité. En effet, il nous faut maintenant voir à appuyer ce droit et à en favoriser l'exercice en français, au moyen de formations taillées sur mesure et d'outils juridiques et jurilinguistiques adaptés au contexte minoritaire partout au pays.

Conférence coparrainée par l'ACUFC et l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario (AJEFO)

Novembre 2019

À l'affiche : Sénateur Pierre J. Dalphond

Pleins feux sur l'enjeu, notamment les obligations des gouvernements, des conseillers juridiques et des tribunaux suivant l'adoption de dispositions linguistiques relatives à la *Loi sur le divorce*.

acufo.ca





► **Poursuite de la mise en œuvre du Plan d'action RNJFJ 2018-2023**

Outre l'appui des démarches en justice entreprises par les membres, le RNJFJ prépare le terrain pour le lancement de nouvelles initiatives, et ce, à la lumière des recherches que nous avons effectuées cette dernière année dans les provinces et territoires. Ainsi, nous avons pu cerner les besoins en matière de services et d'outils en français relativement au divorce et au droit de la famille, mais aussi dans le dossier émergent de l'insolvabilité et de la faillite. Un besoin clairement identifié depuis deux ans est l'intersection entre les domaines de la santé mentale et de la justice. Il s'agit d'une priorité importante dans nos communautés et le réseau et les membres veulent s'y investir.

D'autre part, le dossier de la question de la formation des forces policières municipales et provinciales en droits linguistiques de langue française nous interpelle aussi fortement et nous incite à l'action.

► **Stagiaire : contribution importante à la préparation du terrain**

De janvier à avril 2020, le réseau a accueilli un stagiaire dans le cadre du Programme de pratique du droit de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa. Les travaux de ce stagiaire serviront grandement à préparer le terrain pour la réalisation d'initiatives nouvelles, en l'occurrence :

- 1 une recension des modèles d'actes et une analyse des besoins de ces modèles pour les procédures de divorce devant les tribunaux, en français, en vue d'assurer la disponibilité des outils juridiques et jurilinguistiques nécessaires à la mise en œuvre des nouvelles dispositions linguistiques de la *Loi sur le divorce*;
- 2 une analyse juridique des dispositions linguistiques des normes provinciales et territoriales en matière de services à la petite enfance;
- 3 une analyse de l'intersection des enjeux juridiques liés à la justice et à la santé mentale auxquels font face les justiciables engagés dans des procédures judiciaires, incluant un examen des besoins en ce qui touche les outils et les informations juridiques nécessaires en réponse à ces différents enjeux.





**Positionnement
à l'international**



Ce dossier revêt une importance singulière dans le contexte de la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale (2019-2024). Pour nos établissements membres, c'est à n'en pas douter un dossier de taille qui exige un investissement considérable en termes de talent, de temps et de ressources.

► Missions accomplies

Au printemps 2019, de concert avec quatre établissements membres, l'ACUFC a mené une mission à Washington, site de la grande conférence annuelle de la NAFSA : Association of International Educators, la plus importante association du genre au monde, qui regroupe plus de 10 000 professionnels en éducation et qui représente plus de 3 500 établissements dans plus de 150 pays.

Nous nous sommes positionnés dans le cadre d'une journée intitulée Canada Day in May, un événement organisé par Affaires mondiales Canada (AMC). À l'ordre du jour : discussions sur les enjeux communs de recrutement international et de mobilité étudiante, au Canada comme à l'étranger.

Notre délégation a en aussi profité pour rencontrer des représentants de la Fédération FLAM-USA (regroupement des associations de français langue maternelle des États-Unis). Ensemble, nous avons exploré la possibilité de promouvoir directement l'offre de programmes des établissements membres de l'ACUFC auprès des représentants de cette fédération, partout aux États-Unis.

De plus, l'ACUFC a réalisé conjointement avec AMC une campagne de promotion numérique pour attirer des étudiants internationaux souhaitant étudier et immigrer au Canada.

Financée par AMC, cette campagne de 450 mille dollars, une première du genre, a été lancée en France, en Belgique, au Maroc, en Tunisie, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. De mars à juin 2019, ces efforts conjoints nous ont permis de joindre directement plus de 4 000 clients éventuels.

En octobre 2019, l'ACUFC, avec une délégation de huit établissements membres, a mené une mission de promotion et de recrutement en France. Au Salon du Figaro Étudiant et aux Journées portes ouvertes ÉduCanada, plus de 9 000 visiteurs – parents, lycéens et lycéennes – ont découvert les programmes postsecondaires de nos établissements membres et les avantages d'étudier au Canada.

En novembre 2019, grâce à une étroite collaboration avec l'ambassade du Canada au Mexique, nous avons mené une délégation de sept établissements membres dans une mission de promotion et de positionnement en territoire mexicain. Nous avons ainsi pu promouvoir l'offre de services de nos membres pour le recrutement d'étudiants et le développement de partenariats.

► Étudiantes et étudiants internationaux

Notons, par ailleurs, que l'ACUFC a obtenu une subvention importante d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) pour effectuer une recherche de pointe. Démarrée en avril 2019, celle-ci a pour but de brosser un portrait des services rendus aux étudiantes et aux étudiants internationaux inscrits dans les établissements membres de l'ACUFC.



À la lumière de ces données, attendues à l'été 2020, la FCFA, les Réseaux en immigration francophone, nos membres ainsi que les communautés pourront développer des argumentaires solides à l'intention d'IRCC en vue d'accueillir, d'intégrer et de retenir ces étudiantes et étudiants.

D'autre part, des rencontres avec les représentants attirés de l'ambassade du Canada, de lycées, d'universités et d'agences de recrutement nous ont permis de renforcer certaines relations d'affaires et d'en établir de nouvelles.

► **Stratégie d'expansion internationale** **Travaux préparatoires et exploratoires**

La tenue d'une mission exploratoire en Chine en vue d'y évaluer des occasions commerciales est toujours dans la mire de l'ACUFC, mais les contextes géopolitique et économique permettront d'en déterminer la faisabilité.

Entre temps, nous avons choisi d'accroître nos connaissances sur les pays ciblés par la nouvelle Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale. Au nombre de ces pays s'ajoutent ceux bénéficiant désormais du traitement accéléré des demandes de visa, par exemple le Maroc et le Sénégal.

Nous nous sommes également concentrés sur la mise à jour de notre stratégie pluriannuelle de développement de marchés, un travail s'effectuant en collaboration avec notre groupe de travail international (GTI). Cette stratégie encadre notamment toutes les conventions de partenariat, conclues principalement avec la France, le Mexique et les États-Unis, qui demandent un suivi. Certaines ententes permettent de sécuriser un projet commun tout en précisant le cadre de collaboration opérationnel, alors que d'autres établissent un cadre d'intervention stratégique.

En 2019-2020, de multiples suivis ont été effectués dans le cadre de sept conventions de partenariats, certaines signées, d'autres en développement.

La stratégie d'expansion internationale de l'ACUFC a été élaborée avant l'éclosion de la pandémie de COVID-19 et celle-ci aura une incidence considérable sur l'ensemble des activités prévues.





Revenus de l'ACUFC en 2019-2020

REVENUS DE L'ACUFC EN 2019-2020

TOTAL ► 9 886 089 \$

1 645 510 \$

Santé Canada * - pour le Consortium national de formation en santé (CNFS)

Secrétariat national : **1 391 510 \$**
Établissements membres et sous-bénéficiaires : **254 000 \$**

3 194 018 \$

Patrimoine canadien

Secrétariat national : **644 018 \$**
Sous-bénéficiaires : **2 550 000 \$**

4 084 583 \$

Emploi et Développement social Canada (EDSC)

Secrétariat national : **650 502 \$**
Sous-bénéficiaires : **3 434 081 \$**

336 625 \$

Ministère de la Justice du Canada - pour le Réseau national de formation en justice (RNJFJ)

150 753 \$

Affaires mondiales Canada (AMC)

154 922 \$

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)

13 000 \$

Secrétariat du Québec aux relations canadiennes (SQRC)

Secrétariat national : **0 \$**
Sous-bénéficiaires : **13 000 \$**

280 000 \$

Cotisations des membres de l'ACUFC

26 678 \$

Autres sources de revenus

* Santé Canada - pour le Consortium national de formation en santé (CNFS)
Le financement total provenant de Santé Canada était de 19 646 285 \$, dont 1 645 510 \$ étaient destinés au secrétariat national. La somme directement acheminée aux établissements membres était donc de 18 000 775 \$.



ACUFC

ASSOCIATION DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

223, rue Main
Ottawa (Ontario) K1S 1C4

▶ **Téléphone**
613 244-7837

▶ **Sans frais**
1 866 551-2637

 **ACUFC.ca**

Canada 

La production de ce rapport a été rendue possible grâce à l'appui financier du gouvernement du Canada. Son contenu reflète uniquement les opinions et les propos de l'ACUFC.

© 2020 Association des collèges et universités de la francophonie canadienne

